La question du *cursus honorum* mamelouk au tournant des XIV^e-XV^e siècles

Clément Onimus

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/beo/4741>

DOI : 10.4000/beo.4741

ISSN : 2077-4079

Éditeur

Presses de l'Institut français du Proche-Orient

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 365-390

ISBN : 978-2-35159-800-9

ISSN : 0253-1623

Référence électronique

Clément Onimus, « La question du *cursus honorum* mamelouk au tournant des XIV^e-XV^e siècles », *Bulletin d'études orientales* [En ligne], LXIV | 2016, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/beo/4741> ; DOI : 10.4000/beo.4741

La question du *cursus honorum* mamelouk au tournant des XIV^e-XV^e siècles

Clément ONIMUS

Résumé : L'existence d'un *cursus honorum* des émirs dans le sultanat mamelouk n'a jamais été discutée par les historiens modernes. Certains ont pris son inexistence comme acquise, d'autres l'ont au contraire mentionnée sans décrire son fonctionnement. Seuls les manuels de chancellerie établissent un ordre de préséance et expliquent les fonctions de chacun des offices militaires. Dans les sources historiographiques, il apparaît que l'organisation des carrières suit vaguement une progression en fonction de cette hiérarchie. Mais il n'est jamais nécessaire de tenir un office pour accéder à un autre. Si les sources ne montrent donc pas de carrière archétypale, il est en revanche possible de proposer une modélisation schématique. Au total, il existe bien un principe d'avancement dans les carrières des émirs mamelouks qui laisse toutefois la place à une multitude de carrières possibles. Cette configuration du milieu émiral, où un grand nombre d'individus en charge d'offices de rang quasi égal convoitent les mêmes promotions, est un des facteurs de la constance de la compétition entre les émirs mamelouks.

Mots-clés : Sultanat mamelouk, Proche-Orient, armée, histoire politique, institutions.

Abstract: The existence of a *cursus honorum* of amirs in the mamlouk sultanate has never been discussed. Some historians have denied it. On the contrary, others have mentioned it without describing its running. In the chancery books can be found a description of the order of precedence of the offices. In the historiographical sources, although it appears that holding an office is never necessary to get another one, it is clear that the organization of careers follows roughly a promotion according to that hierarchy. But because of the multiplicity of offices, a multiplicity of careers is possible. This configuration of the amiral milieu – where a lot of individuals hold quasi-equal offices and covet the same promotions – is one of the factors of competition among the mamluk amirs. Their personal choices during these fitnas are keys for a non-canonical evolution of their careers.

Keywords: Mamluk sultanate, Near-East, army, political history, institutions.

ملخص : إن المؤرخين المعاصرين لم يُناقشوا مطلقاً وجود مسار وظيفي للأمرأ في السلطنة المملوكية . اعتبر بعضهم أن عدم وجود هذا المسار هو أمر مُثبت ، وعلى العكس أتى آخرون على ذكره دون أن يصفوا آلية سيره . أما وثائق الدواوين فتقترح نظام التقدم وتشرح عمل كل من الوظائف العسكرية . يبدو في المصادر التاريخية أن تنظيم المهن يتبع بشكل مبهم التقدّم المرتبط بالتدرج الوظائف هذا . ولكنه ليس من الضروري الوصول إلى وظيفة ما للانتقال إلى وظيفة أخرى . إذا كانت المصادر لا تشير إلى نظام مهني نموذجي ، لكنه من الممكن بالمقابل اقتراح وضع نماذج موجزة . عموماً توجد مبادئ للتقدم في مهن الأمرأ المماليك مما يفسح المجال لوظائف متنوعة . إنّ هذه التشكيلات في الوسط الأميري حيث عدد كبير من الأفراد موكلين بوظائف على مستويات شبه متساوية ويطمعون بذات الترقّيات ، لهو عامل من عوامل استمرار المنافسة بين الأمرأ المماليك .

الكلمات المحوريّة : سلطنة المماليك ، الشرق الأدنى ، الجيش المملوكي ، التاريخ السياسي ، الأنظمة العامة .

Les émirs étaient les officiers militaires du sultanat mamelouk. Ils commandaient des bataillons de Mamelouks qu'ils achetaient et affranchissaient et dont ils devaient assurer la rémunération et l'entretien. Le grade de ces officiers était défini par le nombre de Mamelouks dont ils avaient la charge : les principaux grades étant « émir de dix », « émir de quarante » ou « émir de cent » – les termes « Mamelouk » (*mamlūk*), « cavalier » (*fāris*) ou « lance » (*ramḥ*) étaient parfois mentionnés après le nombre indiqué, mais en général sous-entendu. Le régime mamelouk peut être défini comme une oligarchie militaire dans le sens où ces officiers dirigeaient collectivement le royaume qui avait à sa tête un sultan – parfois choisi parmi eux et parfois membre d'une dynastie – et se partageaient un certain nombre d'offices appelés « offices de sabre » (*wazā'if al-sayf*) pour les distinguer des « offices de turban » et des « offices de calame » destinés à être occupés respectivement par des hommes de droit et de religion et par des secrétaires. Ces offices de sabre étaient nombreux et tous n'avaient pas le même rang aux yeux des émirs qui les convoitaient avec l'ambition de progresser dans leur carrière. Si la question des successions sultaniennes mameloukes a fait l'objet d'une abondante littérature ¹, la question de l'organisation des carrières des émirs dans le sultanat mamelouk est demeurée ouverte. L'objet de cet article est d'approfondir l'analyse des carrières des émirs de façon à établir si une progression s'y laisse percevoir, si, en somme, une quelconque organisation y apparaît.

L'existence d'un *cursus honorum* des émirs n'est pas explicite dans les sources, aussi Leo A. Mayer, un historien précurseur dans les études mameloukes, a-t-il pu douter de sa réalité ². D'autres, comme David Ayalon ou Maurice Gaudefroy-Demombynes ³, ont brillamment décrit ces institutions et la hiérarchie qu'en donnent les manuels de chancellerie, sans pour autant se référer aux données des chroniques et des dictionnaires biographiques qui renseignent sur la pratique du pouvoir.

La plupart des historiens modernes, tels que Robert Irwin, Carl Petry, Winslow Clifford ou encore Henning Sievert, ont pourtant soupçonné l'importance de ce *cursus* dans la vie politique mamelouke sans en établir une hiérarchie claire – car, par définition, un *cursus honorum* est une hiérarchie d'offices qu'un individu éligible acquiert graduellement et temporellement au cours de sa carrière ⁴. Mais aucun n'a cherché à en donner une description ne serait-ce que succincte, sans aucun doute parce que cette description se confronte à un problème méthodologique qui tient à la définition même du *cursus honorum*. Le *cursus honorum* a été défini à l'époque de la République romaine et désignait une progression simple d'un office à un autre. Ce *cursus* avait été organisé légalement par la *Lex Villia Annalis* en 180 av. J.-C. pour imposer un ordre précis et contraignant de progression dans les honneurs. La loi en question ne prescrivait pas seulement la hiérarchie des honneurs mais

1. Voir par exemple : HOLT 1975, p. 237-249 ; SIEVERT 2003 ; LOISEAU 2014, p. 106-142.

2. MAYER 1933, p. 31.

3. GAUDEFRY-DEMOMBYNES 1923, p. LV-LXIV ; AYALON 1954, p. 57-65.

4. Parmi les historiens qui ont mentionné sans précision l'existence et l'importance d'un tel *cursus*, voir IRWIN 1986, p. 236 ; PETRY 1993, p. 24 *sqq.* ; CLIFFORD 1995, p. 60 ; SIEVERT 2003, p. 144.

aussi l'âge minimum que les candidats devaient avoir pour briguer ces fonctions. Rien de tel n'existait à l'époque du sultanat mamelouk. Aucune loi constitutionnelle ne définissait une hiérarchie claire : seuls les manuels de chancellerie proposaient un ordre de préséance mais il ne s'agissait nullement de textes normatifs. Surtout, il existait, dans le sultanat, une multitude d'offices qui offrait de nombreuses voies pour construire sa carrière et progresser en rang.

Nous nous interrogerons donc sur l'existence d'un *cursus honorum*, c'est-à-dire sur l'existence et les modalités d'une ascension au sein de ces institutions. Le grand nombre d'émirs et d'offices dans le sultanat mamelouk rend impossible un examen exhaustif des carrières ⁵. Aussi avons-nous fait le choix de l'étude de ces carrières pendant une période particulière, le tournant des VIII^e-XI^e/XIV^e-XV^e siècles, c'est-à-dire les règnes du sultan al-Ẓāhir Barqūq (784-801/1382-1399) et de son fils al-Nāṣir Farağ (801-815/1399-1412). Pendant cette période ⁶, les sultans ont cherché à imposer un contrôle direct sur les carrières d'une société militaire qui s'était largement émancipée de la tutelle du souverain sous les derniers Qalāwunides ⁷. Ils ont ainsi renouvelé le milieu émiral et imposé des pratiques qui plaçaient le souverain au cœur de tous les réseaux de pouvoir dans un régime où l'autorité dépendait pour beaucoup des liens personnels tissés entre les dignitaires ⁸. Comme sous le troisième règne d'al-Nāṣir Muḥammad (710-741/1310-1341) dont l'élite a été étudiée par Jo Van Steenberg ⁹, le sultan se révéla déterminant dans l'ascension et la déchéance des émirs. Farağ a cultivé en vain la même ambition ¹⁰. Ces règnes souffrirent aussi de l'éclatement de longues et meurtrières de guerres internes (*fitna*-s), dont le déroulement troubla bien des carrières et qui révèlent, à travers les discordances entre la pratique du pouvoir et le modèle de *cursus honorum* que l'on peut proposer, tout le rôle du jeu individuel et les stratégies des émirs.

Les offices de sabre

Avant toute chose, il convient de présenter les offices que les émirs briguaient dans leur lutte pour le pouvoir. Sur l'ensemble de notre recension, les deux tiers des émirs ont

5. La base de données que j'ai constituée sur les émirs des règnes de Barqūq et Farağ (784-815/1382-1412) regroupe un total de 1102 émirs sur une période de trente ans. Cette prosopographie constitue le socle pour une analyse de la société militaire mamelouke sous ces deux sultans, qui a fait l'objet de ma thèse de doctorat (ONIMUS 2013).

6. Aux deux règnes mentionnés, il faut ajouter ceux d'al-Manṣūr Ḥāğğī, le dernier souverain qalāwunide brièvement restauré en 791/1389, et d'al-Manṣūr 'Abd al-'Azīz ibn Barqūq qui a remplacé son frère Farağ sur le trône pendant deux mois en 808/1405.

7. Concernant cette période et le pouvoir des grands émirs de 741/1341 à 784/1382, voir VAN STEENBERGEN 2006.

8. Mathieu Eychenne a montré l'importance de ces liens personnels dans sa thèse sur l'époque qalāwunide (EYCHENNE 2013).

9. VAN STEENBERGEN 2005, p. 173-199.

10. LOISEAU 2014, p. 124-128.

été titulaires d'au moins une de ces fonctions de sabre ¹¹ – et il est bien probable qu'une partie du dernier tiers ait aussi tenu des offices de rang inférieur sans que les sources ne l'aient enregistré autant dire qu'il était normal dans la carrière d'un émir de tenir ce genre de charges. Ces offices de sabre peuvent être distingués en deux types différents. Certains conféraient à leurs titulaires une autorité territoriale. Il s'agit des offices de gouverneur (*nā'ib*) ¹². D'autres conféraient un rang dans la salle d'audience et des fonctions à la cour.

Les gouverneurs

Pendant les trente années étudiées, deux cent trente-sept émirs ont été gouverneurs, soit un cinquième du total ¹³. Les gouvernorats (*niyāba*-s) supervisaient les inspectorats (*kašf*-s) et les préfectures (*wilāya*-s). Ils étaient chargés de représenter le sultan, de maintenir l'ordre légal et politique, d'assurer l'application de la politique sultanienne, l'application des peines et le paiement des impôts et autres contributions.

Nous pouvons distinguer trois types de gouvernorats : les gouvernorats égyptiens ¹⁴, les gouvernorats syriens ¹⁵ et les gouvernorats anatoliens et ġazīriens ¹⁶. La plupart de ces gouvernorats anatoliens et ġazīriens faisaient en fait partie d'une catégorie à part : les gouverneurs de citadelles ¹⁷. Ces derniers dépendaient directement du sultan et non du gouverneur de la province dans laquelle ils étaient situés, de façon à laisser le contrôle des places fortes aux mains de fidèles du sultan. Tous ces gouvernorats permettaient de dresser une carte des territoires sur lesquels le sultanat mamelouk pouvait se permettre de revendiquer une autorité réelle – bien que cette autorité ait été très lâche sur certaines villes et forteresses du nord. Nos sources ne sont bien documentées que pour les grandes *niyāba*-s (Haute Égypte, Basse Égypte, Alexandrie, Damas, Alep, Hama, Tripoli, Şafad, al-Karak, y compris celle de Gaza), les autres apparaissant de façon éparse ¹⁸.

Ces gouverneurs étaient nommés par rescrit royal (*taqlīd šarīf*) qui leur était envoyé accompagné d'une robe d'investiture (*tašrīf*). Le gouverneur devait assumer la défense de la ville, assurer l'exécution de la Loi islamique, dirigeait l'administration de la ville et de la province, nommait certains officiers, faisait enregistrer en son nom les dotations de l'armée

11. 724 émirs sur 1102, soit 65,7 %.

12. Nous ne traiterons pas dans cet article des offices de préfet (*wālī*) ou d'inspecteur (*kāšif*) qui relevaient de logiques différentes.

13. 20,9 %.

14. Basse Égypte, Haute Égypte, Alexandrie, al-Buḥayra.

15. Damas, Alep, Şafad, Tripoli, Hama, al-Karak, Gaza auxquels s'ajoutent ponctuellement dans les sources Baalbek, Homs, Jérusalem, Bahasnā, al-Şawbak, Antioche, al-Raḥba, qui sont en fait dépendants des sept grands gouvernorats.

16. Abulustayn, Sīs, Malaṭyā, al-Ruhā', al-Bīra, Dawrak ou Dawrakī, Adana, Țarşūs, Sinğār, Qal'at al-Rūm, 'Ayn Tāb.

17. Liste des citadelles : Le Caire, Damas, Alep, al-Karak, Şafad, al-Marqab, Ḥiṣn al-Akrād, Burğ al-Sultān, Şahyūn, al-Şubayba, Ġa'bar (GAUDEFRY-DÉMOMBYNES 1923, p. 49-134).

18. On n'a ainsi que deux mentions de gouverneurs de Homs, cinq gouverneurs d'al-Bīra, quatre gouverneurs de Dawrak, un gouverneur d'Antioche, six gouverneurs de Sīs (dont un est dit *şāhib* Sīs, et non *nā'ib*), trois gouverneurs de Țarşūs, etc.

avant d'être approuvées par l'administration cairote. Ces nominations constituaient l'essentiel de l'activité des gouverneurs telle qu'elle est présentée dans les chroniques. Le gouverneur n'avait pas le pouvoir d'élever un mamelouk à l'émirat : en cas de mort d'un émir, il devait en référer au sultan. Il désignait aussi les titulaires des offices administratifs et religieux subalternes. Mais la nomination à toutes les principales fonctions était dévolue à l'autorité directe du sultan. Ses pouvoirs administratifs, militaires, judiciaires, policiers et économiques étaient très étendus bien qu'il ne fût pas censé bénéficier d'une indépendance vis-à-vis du sultan, selon les manuels de chancellerie ¹⁹. Tous les gouverneurs des principales *niyāba*-s étaient censés être émirs de cent.

Les offices militaires de l'audience

Nous pouvons classer les offices de l'audience en trois genres, en fonction de la population sur laquelle ils détenaient une autorité : l'élite mamelouke, la maison du sultan ou les sujets. Parmi elles, se distinguaient quatre types de fonctions : les fonctions politiques et organisationnelles (attributions d'offices et d'*iqṭā'*-s, application des décrets...), les fonctions proprement militaires (commandement d'une armée, administration de l'arsenal, de l'écurie...), les fonctions judiciaires (juridiction sur une population donnée) et les fonctions protocolaires (organisation du cérémoniel). Nous donnons ici le détail des fonctions attachées à chacun des neuf principaux offices ²⁰, qui furent occupés par quatre-vingt-cinq individus différents pendant cette période ²¹. Nous les présentons en fonction de l'ordre de préséance que leur accordent les manuels de chancellerie – et ils seront résumés dans un tableau en conclusion de ce passage.

Le second en rang après le sultan était le vice-roi d'Égypte (*nā'ib al-salṭana*), chargé de remplacer ou de seconder le sultan ²². Cette fonction était dotée de pouvoirs importants concernant la distribution d'*iqṭā'*-s et la nomination d'officiers subalternes, du moins jusqu'à peu avant la mort d'al-Nāṣir Muḥammad, quand l'office fut temporairement abrogé. Il rendait parfois la justice. Puis venait le commandant en chef de l'armée (*atābak al-'asākir*) dont l'autorité s'étendait souvent à la régence du royaume.

19. Je reprends ici la description des fonctions du gouverneur de Damas donnée par Maurice Gaudefroy-Demombynes et Taha Thalji Tarawneh (GAUDEFRY-DEMONBYNES 1923, p. 141-144 ; TARAWNEH 1990, p. 21-26). Jo Van Steenberghe développe la question de la fonction des gouverneurs de Damas du point de vue de ses titres et des rituels, mais aussi des pratiques du pouvoir (VAN STEENBERGEN 2001, p. 429-448).

20. Les offices suivants : *nā'ib al-salṭana bi-l-Qāhira*, *atābak al-'asākir*, *ḥāḡib al-ḥuḡḡāb*, *ra's nawbat al-umarā'*, *ra's nawbat al-nuwab*, *amīr maḡlis*, *amīr silāḥ*, *amīr āḡūr* et *dawādār*.

21. Soit 7,7 % du total.

22. Il faut distinguer, me semble-t-il, le *nā'ib al-salṭana* d'Égypte des *nā'ib-s al-salṭana* des provinces, parce que sa fonction n'était pas liée à une autorité territoriale – c'est pourquoi je traduis différemment ce titre : « vice-roi » pour celui d'Égypte et « gouverneur » pour ceux des provinces. Cette perspective « fonctionnelle » m'amène ici à briser ponctuellement le carcan des titres officiels qui, parfois, dissimulent la réalité plus qu'ils ne l'expliquent.

Le grand chambellan (*ḥāḡib al-ḥuḡḡāb*) rendait la justice entre les émirs et dans l'armée. Il était secondé par d'autres chambellans dont le nombre a évolué ²³. Il avait aussi la charge de présenter les invités et ambassadeurs au sultan et d'organiser les parades militaires. À l'époque du sultan Barqūq, le chambellan étendit de plus en plus son pouvoir judiciaire à l'ensemble de la société cairote ²⁴. Le second chambellan était aussi un émir de cent mais sa fonction avait progressivement décliné.

Le suivait le capitaine de la garde (*ra's nawbat al-nuwab*), qui avait la juridiction sur les Mamelouks royaux et leur infligeait des peines, et qui était secondé par trois autres *ra's nawba*, émirs de quarante. Il avait aussi la responsabilité des revues qui précédaient les expéditions militaires. Selon D. Ayalon, cet office était autrefois désigné par le titre de « second capitaine de la garde » (*ra's nawba tānī*) ²⁵ et n'apparut qu'après l'abrogation du poste de capitaine du corps des émirs (*ra's nawbat al-umarā'*) qui était adjoind au titre de « *atābak* » ²⁶.

Il est toutefois vraisemblable que ce titre de « second capitaine de la garde » ait progressivement changé de sens pour désigner d'abord le « *ra's nawbat al-nuwab* » puis le premier des émirs qui le secondaient ²⁷. Quant au titre de « capitaine du corps des émirs », on peut émettre l'hypothèse qu'il s'agissait d'un poste de grande importance, « second *atābak al-'asākīr* » en rang et en solde (*fī l-manzila wa-l-rataba*) ²⁸, accordé parfois à titre honorifique à certains officiers importants, notamment le *ra's nawbat al-nuwab* ou l'*atābak*

23. À la fin de l'époque qalāwunides, il y avait quatre chambellans mais Ibn Taḡrī Birdī mentionne la nomination d'un cinquième chambellan par Barqūq peu après son avènement puis la nomination d'un sixième chambellan au début du règne de Faraḡ (Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, V, p. 368 ; VI, p. 10).

24. LOISEAU 2010, p. 427-431.

25. Ibn Taḡrī Birdī confirme ce rapprochement entre les deux titres : selon lui, le titre de *ra's nawba tānī*, employé en 784/1382, a changé en *ra's nawbat al-nuwab* à son époque, donc dans la deuxième moitié du IX^e/XV^e siècle (Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, V, p. 368).

26. Orthographié avec un avec un [ta'] (AYALON 1954, p. 70).

27. Le titre de *ra's nawbat al-umarā'* devint, comme le propose D. Ayalon, facultatif dans l'organigramme mamelouk à l'époque barqūqide. Mais certains *ra's nawbat al-umarā'* sont mentionnés en même temps que des individus portant le titre de *ra's nawbat al-nuwab*. Certains ont peut-être cumulé les deux titres. Par exemple Aytamiš al-Buḡāsī et Alṭunbuḡā al-Ḡūbānī. Ces deux émirs ont vraisemblablement cumulé les deux fonctions puisqu'al-Maqrīzī dans les *Sulūk* et Ibn Taḡrī Birdī dans les *Nuḡūm* désignent cet émir comme *ra's nawbat al-umarā'* alors que le même Ibn Taḡrī Birdī dans le *Manhal* et Ibn Qāḍī Šuhba le qualifient de *ra's nawbat al-nuwab*. L'institution de *ra's nawbat al-umarā'* ayant disparu à l'époque d'Ibn Taḡrī Birdī, il est possible que certains auteurs aient commis cette confusion. Comparer Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, III, p. 143-151 ; *id.*, *Nuḡūm*, V, p. 546, 553, VI, p. 143-144 ; Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 119-121 et al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 766. Il faut aussi préciser que le titre de « *ra's nawba tānī* » existe dans nos sources, mais est en général mentionné en même temps qu'un *ra's nawbat al-nuwab*, par exemple Ḡarbāš al-Šayḥī est second capitaine de la garde du 12 dū l-qa'da 801/16 juillet 1399 au 25 šafar 808/22 août 1405, alors que Sūdūn al-Māridānī, Sūdūn al-Ḥamzāwī et Yašbak ibn Azdamur sont successivement capitaines de la garde. Dans d'autres cas la confusion est possible : ainsi, al-Maqrīzī désigne Taḡrī Birdī al-Bašbuḡāwī et Nawrūz al-Ḥāfiẓī par le titre de « *ra's nawba šaḡīr* », alors qu'Ibn Taḡrī Birdī les qualifie de « *ra's nawbat al-nuwab* ». Comparer d'un côté Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, V, p. 568 ; *id.*, *Manhal*, XII, p. 34-38 ; et d'un autre côté al-Maqrīzī, *Durar al-'uqūd*, III, p. 513-518 ; *id.*, *Sulūk*, III, p. 834.

28. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1104.

*al-‘asākīr*²⁹, puisque cet office ne semble pas attaché à une fonction très précise et qu’il était parfois donné à des individus qui étaient déjà titulaires d’un autre office.

L’émir du conseil (*amīr maǧlis*), véritable chef du protocole, était un autre officier domestique – dépendant de la maison sultaniennne – qui gagna en importance sous le régime circassien (784-922/1382-1517), d’après D. Ayalon, mais qui restait inférieur à l’émir des armes (*amīr silāḥ*)³⁰. Ce dernier était responsable de l’arsenal (*silāḥdār*) et avait aussi la charge de porter les armes sultaniennes. Quant au grand *dawādār*, outre sa fonction de porte-écritoire, il était chargé de faire parvenir les courriers à destination, d’exécuter les décrets, de surveiller la chancellerie et de faire apposer la signature sur les actes royaux. Alors qu’il était décerné à un émir subalterne depuis le début de l’époque baḥrite (648-784/1250-1382), cet office eut tendance à être octroyé à des émirs de cent sous les Circassiens³¹. Une autre fonction domestique qui se révéla majeure était celle de grand émir de l’écurie (*amīr āḥūr kabīr*). Il dirigeait les écuries sultaniennes, situées sous la Citadelle, et y résidait. Il avait l’autorité sur trois émirs de quarante, plusieurs émirs de dix et des soldats.

Toutes les fonctions mentionnées étaient presque systématiquement attribuées à des émirs de cent. D’autres fonctions militaires étaient d’un rang inférieur (émir de quarante, et parfois émirs de dix), par exemple, le grand trésorier (*ḥāzindār kabīr*), chargé des trésors du sultan, ses fonds, vêtements précieux, etc.³², mais aussi d’autres officiers, comme les petits chambellans ou encore l’émir des armures (*amīr ḡāndār*) dont nous ne développons pas les fonctions ici³³.

De la description des fonctions des différents offices de l’audience dans les manuels de chancellerie, il nous apparaît que l’autorité de ces offices s’appliquait à trois populations distinctes, l’élite militaire, la maison du sultan et les sujets, et que cette autorité se partageait en quatre fonctions : politique et organisationnelle, militaire, judiciaire et protocolaire. Nous en donnons ici un tableau récapitulatif.

29. Par exemple Aytamiš al-Buǧāsī (784-791/1382-1389) et Nawrūz al-Ḥāfiẓī (804/1402) ont tenu les deux offices en même temps (Ibn Taǧrī Birdī, *Nuǧūm*, V, p. 546 ; al-Maqrīzī, *Durar al-‘uqūd*, III, p. 513-518).

30. AYALON 1954, p. 59.

31. Sous les sultans Barqūq et Faraǧ, seul un des grands porte-écritoire, Abū Yazīd ibn Murād (793-795/1391-1393) est explicitement émir de quarante ; tous les autres semblent être émirs de cent au moment de leur nomination (al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 753 ; Ibn Taǧrī Birdī, *Nuǧūm*, V, p. 543 ; Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 500-501).

32. Notons que D. Ayalon affirme que la fonction est en général décernée à des eunuques, mais ce n’est le cas que pour un seul des grands trésoriers de la période : l’émir Šandal al-Manǧakī (AYALON 1954, p. 62).

33. Sur les fonctions militaires, je renvoie à : GAUDEFROY-DEMOMBYNES 1923, p. LV-LXIV ; AYALON 1954, p. 57-65 ; CHAPOUTOT-REMADI 1993, p. 194-198. Notons que l’étude des *ḥāzindār*-s et des *ḡāndār*-s est rendue compliquée par le fait que copistes et éditeurs de sources confondent souvent les deux termes car ils sont écrits sans les points diacritiques dans les sources.

	Autorité sur l'élite mamelouke	Autorité sur la maison du sultan	Autorité sur les sujets
Fonction politique et organisationnelle	<i>Nā'ib al-salṭana</i>		<i>Dawādār kabīr</i>
Fonction militaire	<i>Atābak al-'asākir</i> <i>Ra's nawbat al-umarā'</i>	<i>Ra's nawbat al-nuwab</i> <i>Amīr āḥūr</i> <i>Amīr silāḥ</i>	
Fonction judiciaire	<i>Ḥāḡib al-ḥuḡḡāb</i>	<i>Ra's nawbat al-nuwab</i>	
Fonction protocolaire	<i>Ḥāḡib al-ḥuḡḡāb</i> <i>Amīr maḡlis</i> <i>Dawādār kabīr</i>		<i>Dawādār kabīr</i>

Les principaux offices de l'audience

Les carrières

Quand bien même ces offices étaient parfois dépouillés de l'autorité qui aurait dû leur être attachée, ils demeuraient des enjeux de la compétition qui opposait les émirs ³⁴. Sur le long terme, durant les deux siècles et demi d'histoire du sultanat mamelouk, ces titres, ces offices ont relativement peu évolué. Mais, sur le court terme, au cours de la vie d'un émir, ses objectifs étaient évolutifs, dynamiques, en fonction de son rang.

Jusqu'à présent, ces offices ont été étudiés pour les fonctions qui leur étaient attribuées, aussi faut-il s'intéresser désormais aux offices en tant qu'objectifs des émirs, c'est-à-dire s'intéresser aux carrières de ces individus. La vie politique des émirs consistait moins à détenir un office qu'à s'en emparer dans le cadre d'une ascension politique : elle était moins un état qu'un processus, moins une situation qu'une stratégie. Il faut donc saisir les constantes sur lesquelles étaient fondées les carrières émirales, autrement dit la façon dont les émirs comptaient bâtir cette progression vers le pouvoir. Nous ne développerons pas ici les stratégies mises en œuvre par les émirs dans la compétition pour le pouvoir – stratégies reposant sur des jeux interpersonnels complexes engageant des instruments divers telles que l'intimité du sultan, les intercessions auprès du souverain ou de puissants émirs ou encore le conflit armé (*fitna*) ³⁵ – mais nous nous concentrerons sur la question

34. Il n'était pas rare qu'un officier du sultanat ne s'acquittât pas des tâches qui lui incombait ou que ces collègues préférèrent s'en charger eux-mêmes, par exemple le commandement de l'armée n'était pas toujours assuré par l'*atābak al-'asākir*. Ce retrait de l'autorité d'un officier est parfois explicite dans les sources comme dans le cas de l'émir Baybars al-Ẓāhirī qui n'avait de l'*atābak al-'asākir* que l'apparence. Voir al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 994-995.

35. Au sujet de ces stratégies d'ascension des émirs, je renvoie aux travaux de Jo Van Steenbergen de Mathieu Eychenne, de Julien Loiseau mais aussi à ma propre thèse de doctorat (ONIMUS 2013). Voir également VAN STEENBERGEN 2006, EYCHENNE 2013, LOISEAU 2014.

des objectifs de ces émirs pour tâcher de dresser un *cursus honorum* à partir des carrières émirales telles qu'on peut les appréhender dans les chroniques plutôt que dans les manuels de chancellerie.

Les carrières de gouverneur

Les carrières des différents officiers montrent que les provinces syriennes n'avaient pas le même statut mais qu'une hiérarchie y apparaissait avec plus ou moins de constance. En revanche, les postes de gouverneur de provinces égyptiennes semblent s'intégrer dans des logiques proches de celles qui gouvernaient les carrières des préfets et non de la plupart des émirs ³⁶.

Les provinces syriennes suivaient une certaine hiérarchie ; Damas en était la capitale. Son gouverneur n'avait pas seulement le titre de *nā'ib al-saltāna*, comme les autres gouverneurs provinciaux, mais aussi de *kāfil al-mamlaka*, et s'honorait du titre de *malik al-umara'* dans sa propre correspondance – mais pas dans la correspondance du sultan, seul vrai *malik* du royaume ³⁷. Alep la secondait, puis suivaient Hama, Tripoli, Şafad, al-Karak et Gaza ³⁸. Qu'en était-il dans la pratique ?

De fait, cette hiérarchie se retrouvait partiellement dans les carrières des émirs. Ainsi, l'émir ʿAqdamur al-Kalatāy gouverna d'abord les petites villes du Nord (Sinğār, al-Bīra, Qal'at al-Rūm), pour obtenir ensuite des offices dans les grandes villes de Syrie (grand chambellan de Tripoli puis d'Alep) avec un émirat de cent à Alep ³⁹. Argūn Şāh al-Ibrāhīmī alla plus loin dans la carrière puisqu'après avoir obtenu successivement des émirats de dix, de quarante puis de cent, il fut nommé chambellan à Alep, puis grand chambellan de Damas, gouverneur de Şafad, de Tripoli puis d'Alep ⁴⁰.

Les offices militaires des capitales provinciales étaient souvent des postes privilégiés pour atteindre des gouvernorats. Par exemple, sur les neuf émirs qui furent grands chambellans d'Alep entre 784/1382 et 815/1412 ⁴¹, cinq devinrent gouverneurs d'une province syrienne

36. C'est pourquoi nous y ferons rarement référence dans ces pages. La quasi-totalité (13 sur 16) des gouverneurs égyptiens de cette période appartenait à un milieu spécifique dont tous les membres faisaient carrière au sein des préfectures, inspectorats et gouvernorats égyptiens à l'exclusion de tout autre office et où les émirs qui n'avaient pas été mamelouks étaient particulièrement nombreux (la moitié, alors qu'ils ne sont que 25 % sur l'ensemble de la prosopographie).

37. GAUDEFRY-DEMOMBYNES 1923, p. 141-144 ; TARAWNEH 1990, p. 21-26.

38. Les gouverneurs de Gaza, comme ceux de Jérusalem, Homs, Baalbek et Ġa'bar dépendaient du gouverneur de Damas, quoique la *niyāba* de Gaza fût parfois indépendante – et il semble que ce fût le cas au début du IX^e/XV^e siècle selon T. Tarawneh. Quant à Sis, ancienne capitale d'Arménie jusqu'à sa conquête en 775/1374, elle dépendait du gouvernorat d'Alep, mais constituait parfois une province indépendante. Antioche et Bahasnā faisaient aussi partie de la province d'Alep. Voir GAUDEFRY-DEMOMBYNES 1923, p. 51 ; TARAWNEH 1990, p. 6-20.

39. Ibn Qāḍī Şuhba, *Tārīḥ*, I, p. 171-172 ; Ibn Ḥağar al-'Asqalānī, *al-Durar al-kāmina*, II, p. 325-326 ; Ibn Tağrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 419-420.

40. Ibn Qāḍī Şuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 36-37 ; Ibn Tağrī Birdī, *Manhal*, II, p. 323-324 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 136 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 974 ; al-Saḥāwī, *al-Daw' al-lāmi'*, II, p. 267.

41. Trois autres sont seulement dits « chambellans d'Alep », sans que l'on sache s'ils étaient grand chambellan ou non.

par la suite et trois autres achevèrent leur carrière comme grands chambellans d'Alep. Pendant la même période, sur les dix-neuf grands chambellans de Damas, treize ont aussi été gouverneurs de province mais le statut de capitale de province fait de Damas un cas particulier : le poste de grand chambellan de Damas était tant convoité que la hiérarchie s'inversait parfois et plusieurs de ces émirs obtinrent ce poste après avoir été gouverneurs. Dans cette hiérarchie, les grands offices militaires (grand chambellan, commandant en chef) de Damas et d'Alep tenaient un rang équivalent à celui d'un gouverneur de province secondaire, et parfois même, ils étaient concurrents des gouverneurs de Damas et Alep eux-mêmes. Ainsi, la *fitna* qui opposa l'émir Yalbugā al-Nāṣirī, alors gouverneur d'Alep, au sultan Barqūq commença en 791/1389 par des dissensions l'opposant au gouverneur précédent, Sūdūn al-Muẓaffarī, devenu commandant en chef de l'armée de la ville, qui ne tolérait pas de devoir céder le pas – au sens propre – à son ancien commandant en chef ⁴². Le gouvernorat de Damas demeurait, en général, la fonction la plus élevée en Syrie : la plupart des émirs qui y accédèrent avaient d'abord été commandant en chef de la ville ou gouverneur d'une autre province syrienne (dix-huit sur vingt-six) ⁴³, et il arrivait que des hommes ayant tenu des offices de l'audience au Caire l'obtinssent sans déshonneur, tant elle était convoitée.

La seule constante des carrières émirales au sein des provinces syriennes était en fait le souci de maintenir son rang, c'est-à-dire d'assurer une progression constante ou au moins un maintien dans des offices d'un rang équivalent. Par exemple, la carrière de Ma'mūr al-Qalamṭāwī s'était accomplie avant le sultanat de Barqūq, quand il devint grand chambellan d'Égypte en ġumādā I 780/septembre 1378. Chassé d'Égypte par Barqūq devenu commandant en chef puis sultan, il mena la fin de sa carrière en Syrie avec une régularité sans faille, mais aussi sans avancement, passant de gouvernorat en gouvernorat (Tripoli, Hama, al-Karak) jusqu'à sa mort en 792/1390 ⁴⁴. De même, l'émir Iyās al-Ġirġāwī maintint son rang pendant sept ans après être devenu gouverneur de Ṣafad, passant au gouvernorat de Tripoli, puis au commandement en chef de l'armée de Damas, avant d'être arrêté ⁴⁵.

La plus longue carrière gouvernorale, au tournant des VIII^e-IX^e/XIV^e-XV^e siècles, fut sans conteste celle de l'émir Āqbugā al-Ġamālī qui suivit la même règle de maintien du rang ⁴⁶ : il devint émir de dix le 1^{er} ġumādā I 791/28 avril 1389 et eut la chance ou l'habileté d'être libéré par le rebelle Yalbugā al-Nāṣirī qui l'avait arrêté en s'emparant du

42. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 590-591.

43. La proportion est encore plus marquée pour les gouverneurs d'Alep : dix-huit sur vingt-trois ont été commandant en chef de la ville ou gouverneur d'une autre province syrienne auparavant.

44. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 730 ; Ibn Qāḍī Ṣuhba, *Tārīḥ*, I, p. 362 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/1, p. 242 ; Ibn Taġrī Birdī, *Manhal*, IX, p. 189 ; *id.*, *Nuġūm*, V, 606 ; al-Ṣayrafi, *Nuḥat al-nufūs*, I, p. 320.

45. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 882 ; Ibn Qāḍī Ṣuhba, *Tārīḥ*, I, p. 630-631 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/1, p. 471 ; Ibn Taġrī Birdī, *Manhal*, III, p. 123-125 ; *id.*, *Nuġūm*, V, 634-635 ; Ibn Ḥaġar al-'Asqalānī, *Inbā' al-ġumr*, III, p. 343 ; *id.*, *al-Durar al-kāmina*, I, p. 449 ; al-Ṣayrafi, *Nuḥat al-nufūs*, I, p. 452.

46. Sur la carrière de cet émir, voir ses biographies : Ibn Qāḍī Ṣuhba, *Tārīḥ*, I, p. 375-376 ; Ibn Taġrī Birdī, *Manhal*, II, p. 472-474 ; *id.*, *Nuġūm*, VI, 161-162 ; Ibn Ḥaġar al-'Asqalānī, *Inbā'*, V, p. 165-166 ; *id.*, *Dayl al-durar*, 91 ; al-Saḥāwī, *al-Ḍaw' al-lāmi'*, II, p. 316.

Caire en 793/1391. Al-Nāṣirī, devenu Grand Émir, l'exila alors à Alep avec le même rang d'émir de dix. À la suite de cet événement, le sultan déchu, Barqūq, fut emprisonné dans la forteresse d'al-Karak avant de s'en évader pour lancer une nouvelle *fitna* contre le nouveau maître de la capitale. Le rôle d'Āqbugā al-Ġamālī pendant cette nouvelle guerre interne et son soutien sans faille à Barqūq lui valut comme récompense, lorsque celui-ci remonta sur le trône sultanien, d'obtenir le rang d'émir de cent à Alep avec l'office de commandant en chef dès le 5 dū l-ḥiġġa 792/14 novembre 1390. Dès lors, malgré quelques difficultés en 802/1399-1400 pour avoir pris le mauvais parti dans une *fitna*, et jusqu'à sa mort en ġumādā II 806/décembre 1403-janvier 1404, il ne cessa de tenir des offices syriens requérant le grade d'émir de cent (commandant en chef puis grand chambellan d'Alep, gouverneur d'al-Karak, de Ṣafad, de Tripoli, de Hama, d'Alep, de Gaza, à nouveau gouverneur de Tripoli, puis de Damas, commandant en chef de Damas, à nouveau gouverneur de Damas et enfin gouverneur d'Alep). La constance de son rang marque une progression imparfaite, déjà notée dans d'autres carrières, dans la hiérarchie gouvernementale puisqu'il commença avec les petites *niyāba*-s syriennes pour atteindre ensuite le gouvernorat de Damas et enfin celui d'Alep – alors que ce dernier était inférieur en rang au gouvernorat de Damas. La carrière d'Āqbugā al-Ġamālī est aussi révélatrice du rôle crucial des interactions cultivées avec le sultan et les plus puissants émirs. Dans son cas comme dans le cas de Ma'mūr al-Qalamṭāwī, le parti pris lors de l'éclatement d'une *fitna* fut essentiel dans la progression de leur carrière.

D'une façon générale, des constantes apparaissent donc dans les carrières des émirs qui briguaient les gouvernorats syriens : chacun des émirs en question – et on pourrait multiplier les exemples à l'envi – cherchait à obtenir progressivement des postes de rang de plus en plus élevé. La hiérarchie des gouvernorats syriens que définissaient les manuels de chancellerie était respectée dans la plupart des cas et il était rare qu'un émir vît son rang diminuer. Certains offices étaient toutefois plus délicats à hiérarchiser, ainsi entre le gouverneur d'Alep et de Damas, la concurrence était constante. De même, certains officiers de l'audience de ces deux gouverneurs – car les cours d'Alep et de Damas ressemblaient fort à de petites cours sultaniennes, y compris pour les offices qui y existaient – pouvaient avoir un rang supérieur à des gouverneurs de provinces subalternes.

Les carrières des officiers de l'audience

Au Caire, l'autorité spécifique qui tenait à chaque grand office de l'audience et surtout le rang honorifique qui lui était attaché explique là encore l'existence d'un certain *cursus honorum*, que suivaient les émirs dans la construction de leurs carrières. Ce *cursus honorum* suivait en grande partie la hiérarchie des offices de l'audience telle que les manuels de chancellerie la définissent⁴⁷. Ainsi, l'émir Baybars al-Zāhirī accomplit sa carrière en

47. Pour cette hiérarchie, voir GAUDEFROY-DEMOMBYNES 1923 et AYALON 1954.

atteignant le poste de commandant en chef de l'armée d'Égypte⁴⁸. De la même façon, cet office, présenté par le protocole comme l'un des plus élevés, sinon le plus élevé, de l'audience sultaniennne, était en général un office de fin de carrière pour des officiers de l'audience comme pour des gouverneurs provinciaux⁴⁹. Ce fut le cas pour l'émir Īnāl al-Yūsufī qui mena une très longue carrière depuis l'époque qalāwūnide, avec différents gouvernorats et commandements provinciaux, pour devenir commandant en chef de l'armée d'Égypte en 792/1390, à l'âge de 64 ans, et jusqu'à sa mort deux ans plus tard⁵⁰. De même pour l'émir Kumušbugā al-Ḥamawī qui fut commandant en chef de l'armée d'Égypte de 794/1392 à sa mort en 800/1398 après avoir été gouverneur de plusieurs provinces syriennes et commandant en chef de Damas⁵¹, pour Aytamiš al-Buḡāsī qui mourut alors qu'il était commandant en chef de l'armée d'Égypte pour la seconde fois en 802/1400⁵², ou encore pour Yašbak al-Ša'bānī qui acheva sa carrière avec cet office en 808/1406 avant de devenir rebelle et après avoir tenu les offices de trésorier, tuteur du sultan Faraḡ, de grand porte-écritoire et de conseiller d'État⁵³. Pour tous ces émirs, le poste d'*atābak al-ʿasākir* représentait l'accomplissement de leur carrière, le poste le plus élevé qu'ils pouvaient atteindre. Pour maintenir leur rang, ils n'hésitèrent pas à se rapprocher des émirs dominant la société militaire, comme Īnāl al-Yūsufī qui demeura en poste en 784/1382 malgré le renversement de la dynastie, ou au contraire à se soulever contre eux par crainte d'une destitution imminente, comme Yašbak al-Ša'bānī.

D'autres, plus rares, poursuivirent leur carrière par la suite, après un revers de fortune qui leur fit perdre leur rang, ou pour être nommé en Syrie afin de placer la province sous le contrôle d'un fidèle du sultan, parfois à contrecœur. L'émir Qarā Damurdāš devint commandant en chef de l'armée d'Égypte peu avant la fin du premier règne de Barqūq et perdit cette fonction avec la restauration du sultan Ḥāḡḡī en 793/1391, mais continua sa carrière par la suite (émir du conseil sous Yalbugā al-Nāṣirī, gouverneur de Tripoli et d'Alep, et émir de cent en Égypte)⁵⁴. De même, Taḡrī Birdī al-Bašbugāwī⁵⁵ comme

48. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV/1, p. 89 ; Ibn Ḥaḡar al-ʿAsqalānī, *Inbāʾ*, VI, p. 110 ; *id.*, *Ḍayl al-durar*, p. 133 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, III, p. 481-483 ; *id.*, *Nuḡūm*, VI, p. 289-290.

49. Sur les treize commandants en chef de l'armée d'Égypte de cette période, huit ont mené leur carrière antérieure principalement dans les provinces syriennes et cinq plutôt dans les offices de l'audience.

50. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 438-439 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/2, p. 776 ; Ibn Ḥaḡar al-ʿAsqalānī, *Inbāʾ*, III, p. 127 ; *id.*, *al-Durar al-kāmina*, I, p. 462 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, III, p. 189-194 ; *id.*, *Nuḡūm*, V, p. 612 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/2, p. 318 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, I, p. 351.

51. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 53-56 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 975 ; *id.*, *Kitāb al-muqaffāʾ*, V, p. 9-10 ; *id.*, *Durar al-ʿuqūd*, III, p. 24-25 ; Ibn Ḥajar al-ʿAsqalānī, *Inbāʾ*, IV, p. 77-78 ; *id.*, *Ḍayl al-durar*, p. 36 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, IX, p. 142-146 ; *id.*, *Nuḡūm*, VI, p. 140-141 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 26-27.

52. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 119-121 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, III, p. 143-151 ; *id.*, *Nuḡūm*, VI, p. 143-144 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 62-63 ; al-Šaḡāwī, *al-Ḍawʾ al-lāmiʾ*, II, p. 324.

53. Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, XII, p. 119-122.

54. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 448-449 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, IX, p. 45-47 ; *id.*, *Nuḡūm*, V, p. 616-617 ; Ibn Ḥaḡar al-ʿAsqalānī, *Inbāʾ*, III, p. 137-138 ; *id.*, *Durar al-kāmina*, III, p. 329-330.

55. Al-Maqrīzī, *Durar al-ʿuqūd*, I, p. 491-492 ; Ibn Ḥaḡar al-ʿAsqalānī, *Inbāʾ*, VII, p. 83-84 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 31-43 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 320-321.

Baktamur Ğulaq ⁵⁶ et Damurdāš al-Muḥammadī ⁵⁷ furent nommés gouverneurs de Damas après avoir été commandants en chef de l'armée d'Égypte car le sultan préféra désigner des émirs fidèles au principal governorat de Syrie afin de mieux contrôler ces provinces qui étaient depuis longtemps le centre des rébellions contre le souverain. Les circonstances politiques et l'évolution des événements pouvaient donc, dans certains cas particuliers, mener à une apparente rétrogradation dans la carrière de certains émirs, qui était parfois perçue comme un désaveu par les intéressés. Ainsi, lorsque le commandant en chef Taġrī Birdī al-Bašbuġāwī fut nommé gouverneur de Damas en 813/1411, lors de la paix d'al-Karak ⁵⁸, il commença par protester avec véhémence et n'accepta sa nomination qu'à cause de l'insistance du sultan et de tous les émirs ⁵⁹. Il apparaît donc clairement que la fonction de commandant en chef de l'armée d'Égypte demeurait perçue comme l'objectif et l'accomplissement d'une carrière, même par les émirs qui la perdaient, la remplaçant par une autre. Elle apparaît comme la plus haute fonction du *cursus honorum*, que tous pouvaient convoiter. Les rétrogradations mentionnées sont toutes dues non à un désaveu de la part du sultan mais bien au contraire au fait que cet office était destiné aux plus fidèles émirs du sultan, à des intimes auxquels il accordait une pleine confiance pour gouverner une Syrie en proie aux rébellions.

La seule fonction qui pouvait concurrencer l'office d'*atābak al-ʿasākir* était celle de *nāʾib al-salṭana* au Caire (vice-roi). Mais on ne compte que deux vice-rois pendant cette période : Sūdūn al-Faḥrī al-Šayḥūnī ⁶⁰ (784-791/1382-1389 puis 792-797/1390-1395) et Timrāz al-Nāširī (808-810/1406-1408), le poste étant resté vacant de 797 à 808 (1395-1406) puis de 810 à 815 (1408-1412). On voit dans la biographie de ce dernier que son office était considéré comme le plus élevé ⁶¹. Mais ce poste n'étant presque jamais renouvelé, il ne pouvait pas être intégré dans les ambitions des émirs et leurs carrières, il ne pouvait donc pas être considéré comme une étape d'un *cursus honorum*. Son existence n'était due, là encore, qu'à la confiance que les sultans Barqūq et Faraġ ont pu accorder à des émirs respectés par l'ensemble de la société militaire.

56. Ibn Taġrī Birdī, *Manhal*, III, p. 403-408.

57. Ibn Taġrī Birdī, *Manhal*, V, p. 316-324.

58. Après une longue guerre civile qui opposa une quinzaine de factions, le sultan Faraġ vainquit la coalition menée par les rebelles Šayḥ al-Maḥmūdī et Nawrūz al-Ḥāfiẓī, assiégés dans la forteresse d'al-Karak. En 813/1411, sous les remparts d'al-Karak, un traité de paix fut signé entre les belligérants garantissant la paix en Syrie. La guerre reprit toutefois quelques mois plus tard.

59. Ibn Taġrī Birdī, *Nuġūm*, VI, p. 242.

60. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 596 ; al-Maqrīzī, *Durar al-ʿuqud*, II, p. 100-101 ; *id.*, *Sulūk*, III/2, p. 865 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/2, p. 447 ; Ibn Taġrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 104-109 ; *id.*, *Nuġūm*, V, p. 631 ; al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs*, I, p. 434.

61. Ibn Taġrī Birdī, *Nuġūm*, VI, p. 298-299 ; *id.*, *Manhal*, IV, p. 143-146.

Comme les deux offices supérieurs mentionnés, le poste d'émir des armes était en général un poste de fin de carrière, par exemple pour Baklamiš al-'Alā'ī (794-800/1392-1398)⁶², Sūdūn al-Ṭayyār (808-810/1405-1408)⁶³, Šāhīn Katik⁶⁴ (vers 814-815/1412), et Īnāl Ḍuḍa'⁶⁵. Les émirs qui occupèrent des fonctions après celle d'émir des armes eurent des postes de rang plus élevé, comme commandant en chef (Qarā Damurdāš), vice-roi (Timrāz al-Nāširī), capitaine du corps des émirs (Āqbāy al-Ṭurunṭāy⁶⁶, Baktamur Baṭiyya al-Ruknī⁶⁷) ou furent rétrogradés à un rang quelque peu inférieur suite à un accident politique, comme Quṭlūbuḡā al-Šafawī. Celui-ci prit le parti d'un rebelle (l'émir Minṭāš) et obtint d'être nommé émir des armes le 21 ša'bān 791/15 août 1389⁶⁸. Malgré cette trahison contre le sultan Barqūq, il parvint à se maintenir à un office central quoiqu'un peu inférieur (grand chambellan), pour avoir, par la suite, trahi Minṭāš⁶⁹. Le jeu institutionnel montre ici toute sa complexité : un puissant soutien devait être récompensé par un poste élevé, mais le sultan de retour sur le trône ne pouvait se permettre de restaurer dans son rang un émir qui l'avait trahi auparavant – et qui avait obtenu ce rang grâce à sa trahison –, bien qu'il ait par la suite déserté son rival en sa faveur. Ce dilemme explique que Barqūq ait décidé de nommer Quṭlūbuḡā al-Šafawī au poste de grand chambellan, poste important mais inférieur à celui d'émir des armes.

Au cœur des multiples *fitna*-s des règnes de Barqūq et Faraḡ, les émirs menaient des stratégies personnelles risquées. Prendre parti pour le sultan ou le rebelle, trahir ou être loyal : chaque décision d'un émir pouvait peser dans le rapport de force et inciter l'un ou l'autre chef de faction à lui accorder ou à lui retirer des honneurs.

Comme la fonction d'émir des armes et la plupart des fonctions de l'audience, celle de grand porte-écritoire était un office de fin de carrière : Yūnus al-Nawrūzī

62. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 42 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 974 ; Ibn Ḥaḡar al-'Asqalānī, *Inbā'*, IV, p. 54-55 ; *id.*, *Dayl al-durar*, p. 30 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, III, p. 414-416 ; *id.*, *Nuḡūm*, VI, p. 136-137 ; al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 24-25.

63. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV/1, p. 66 ; Ibn Ḥaḡar al-'Asqalānī, *Inbā'*, VI, p. 84-85 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 115-118 ; *id.*, *Nuḡūm*, VI, p. 285 ; al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 244.

64. Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 207-210.

65. Ce dernier fut émir des armes jusqu'en 812/1409-1410 puis vécut sans office et seulement avec son émirat de cent jusqu'en 831/1428 (Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, III, p. 203-206).

66. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV/1, p. 129 ; Ibn Ḥaḡar al-'Asqalānī, *Dayl al-durar*, p. 143 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, VI, p. 292 ; *id.*, *Manhal*, II, p. 465-466 ; al-Saḡāwī, *al-Ḍaw' al-lāmi'*, II, p. 313 ; al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 260-261.

67. Notons que ce Baktamur Baṭiyya devint gouverneur de Šafad en ḏū l-ḥiḡḡa 807/juin 1405, après avoir été capitaine du corps des émirs. Cette nomination ressemble à une vexation et s'explique difficilement car cet émir avait victorieusement participé à une *fitna* au début de cette même année. Elle apparaît au milieu d'un grand nombre d'autres nominations à des gouvernorats syriens, ce qui semble indiquer qu'elle intervint dans le cadre d'une volonté de reprise en main des provinces syriennes par le gouvernement cairote, d'où la nomination d'un des grands officiers du Caire à Šafad. Voir al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1167 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, VI, p. 127.

68. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 449-450 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 647 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, V, p. 468.

69. Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, V, p. 524.

en 784-791/1382-1389 ⁷⁰, Abū Yazīd b. Murād en 793-795/1391-1393 ⁷¹, Sūdūn al-Māridānī en 807-808/1404-1406 ⁷², Sūdūn al-Ḥamzawī en 808-809/1405-1407 ⁷³ – puis il devint grand porte-écritoire de Ġakam min ‘Iwaḍ qui venait de s’autoproclamer sultan – et Qarāğā en 813/1411 ⁷⁴. Mais la complexité du fonctionnement institutionnel que nous avons remarquée avec les offices précédents se vérifie car, encore une fois, certains grands porte-écritoire occupèrent par la suite des offices de rang quelque peu inférieur, à la suite d’un échec dans le jeu politique du sultanat. Par exemple, l’émir Ālābuğā al-‘Uṭmānī, qui avait été grand porte-écritoire du sultan Ḥāğğī sous Yalbuğā al-Nāširī (après l’avoir été une première fois sous la régence de Barqūq en 782/1380 ⁷⁵), fut arrêté par Miṇṭāš, puis devint grand chambellan de Damas puis gouverneur de Hama après le retour de Barqūq au pouvoir. Comme dans le cas de Quṭlūbuğā al-Ṣafawī, Ālābuğā al-‘Uṭmānī ne pouvait pas être restauré par Barqūq car il avait obtenu son office en le trahissant, mais son soutien, lors de la troisième phase de cette guerre interne (opposant Barqūq et Yalbuğā al-Nāširī à Miṇṭāš), obligea le sultan à lui octroyer un poste élevé, avec rang d’émir de cent. Outre le cas d’Ālābuğā al-‘Uṭmānī, deux émirs furent nommés gouverneurs de Damas après avoir été grand-porte écritoire. À chaque fois, il s’agissait d’un moyen pour le pouvoir central de s’assurer du contrôle de la Syrie dans des circonstances conflictuelles (Buṭā pendant la fin de la *fitna* de Miṇṭāš ⁷⁶, Sayyidī Sūdūn juste après la fin d’une *fitna* en 802/1400 ⁷⁷). Quant à Ġakam min ‘Iwaḍ, il fut vaincu dans une *fitna* après avoir été grand porte-écritoire, en šawwāl 804/mai 1402 ⁷⁸, et se lança par la suite à corps perdu dans une série de *fitna*-s en Syrie qui ne lui permirent plus d’obtenir aucun office de l’audience, bien qu’il prit à Alep le titre de sultan en ramadān ou šawwāl 809/mars 1407 ⁷⁹.

70. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/2, p. 688-689 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/1, p. 180-181 ; Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 316-317 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Durar al-kāmina*, V, p. 264 ; *id.*, *Inbā’*, II, p. 380 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, XII, p. 263-265 ; *id.*, *Nuğūm*, V, p. 509-510 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 279-280.

71. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/2, p. 792 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/2, p. 353 ; Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 500-501 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Inbā’*, III, p. 193 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, XII, p. 361-362 ; *id.*, *Nuğūm*, V, p. 618 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, I, p. 369.

72. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV/1, p. 89 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Inbā’*, VI, p. 110 ; *id.*, *Dayl al-durar*, p. 133 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 141-142.

73. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, VI/1, p. 123-127 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 287.

74. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, VI/1, p. 170 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Inbā’*, VI, p. 266 ; *id.*, *Dayl al-durar*, p. 152 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IX, p. 42-43 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 296 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 280.

75. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 395.

76. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 439 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/2, p. 319 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/2, p. 776 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Inbā’*, III, p. 127-128 ; *id.*, *Durar al-kāmina*, II, p. 12 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, III, p. 365-370 ; *id.*, *Nuğūm*, V, p. 612-613 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, I, p. 351.

77. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 214 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 1072 ; *id.*, *Durar al-‘uqūd*, II, p. 101-103 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 111-115 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 149-150 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 131.

78. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 313-324 ; al-Maqrīzī, *Durar al-‘uqūd*, I, p. 574-580 ; *id.*, *Sulūk*, III, p. 1085 ; Ibn Tagrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 97.

79. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 313-324 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 183 ; Al-Maqrīzī, *Durar al-‘uqūd*, I, p. 574-580 ; *id.*, *Sulūk*, IV, p. 41 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Inbā’ al-ğumr*, VI, p. 24-27.

Les mêmes remarques peuvent être faites sur la fonction d'émir de l'écurie. Certains émirs en firent l'aboutissement d'une brillante carrière : Ğarkas al-Ḥalīlī (784-791/1382-1389)⁸⁰, Tanibak al-Yaḥyāwī (794-800/1392-1398)⁸¹, Īnāl Bāy ibn Qağmās (809/1407)⁸², Argūn al-Bašbuğāwī (811-815/1409-1412)⁸³. D'autres en firent une étape pour une carrière plus ambitieuse encore : Baklamiš al-ʿAlāʾī⁸⁴, Sayyidī Sūdūn⁸⁵, Sūdūn al-Ṭayyār⁸⁶, Nawrūz al-Ḥāfiẓī⁸⁷. Certains perdirent ce poste après un revers de fortune tel que Tamurbugā al-Manğakī. Sa nomination fut temporaire car elle advint le 13 ġumādā I 791/10 mai 1389, après la mort du grand émir de l'écurie précédent et avant la victoire de Yalbugā al-Nāṣirī et la nomination d'un nouvel émir à cet office un mois plus tard⁸⁸. Sūdūn Ṭāz aussi démissionna en 805/1403 et resta émir de cent sans office⁸⁹. Il en va de même de Ğarbāš al-Šayḥī qui n'occupa ce poste que pendant deux semaines à la suite d'une *fitna*, avant d'être restauré dans son émirat de quarante et son office de second *ra's nawba*, sans doute en guise d'interim pendant une période d'instabilité politique⁹⁰. Sūdūn Talī, grand émir de l'écurie, soutint Yašbak al-Ša'bānī et Baybars quand ils imposèrent le sultanat de ʿAbd al-ʿAzīz, second fils de Barqūq contre son frère al-Nāṣir Farağ en 808/1405, si bien qu'il fut désavoué par Farağ lorsque ce dernier remonta sur le trône. Il fut alors nommé émir de cent à Damas et poursuivit sa carrière dans une Syrie en proie aux guerres civiles jusqu'à son retour au Caire vers 814/1411-1412⁹¹. La carrière de Kumušbugā al-Faysī al-Muzawwaq culmina aussi avec ce poste en 810-812/1407-1410 puis il fut arrêté par le sultan Farağ puis par le sultan al-Muʾayyad Šayḥ⁹². Il ne retrouva un émirat qu'avec l'intronisation du sultan Barsbāy. Quant à Ğarkas al-Qāsimī al-Muṣārī, il devint gouverneur d'Alep pendant la troisième expédition de Farağ en Syrie en 809/1407 alors qu'il était grand émir de l'écurie

80. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 308 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/1, p. 172 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/2, p. 585 ; Ibn Ḥağar al-ʿAsqalānī, *Imbāʾ*, II, p. 366-367 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 205-207 ; *id.*, *Nuğūm*, V, p. 509-510.

81. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 674 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 911 ; Ibn Ḥağar al-ʿAsqalānī, *Imbāʾ*, III, p. 403 ; *id.*, *Durar al-kāmina*, II, p. 51 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 11-12 ; *id.*, *Nuğūm*, V, p. 639 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, I, p. 475.

82. Mécontent d'avoir perdu ce poste, obtint d'y être à nouveau nommé par l'anti-sultan Ğakam min ʿIwaḍ. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, III, p. 217-221 ; al-Saḥāwī, *al-Ḍawʾ al-lāmiʾ*, II, p. 326.

83. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, II, p. 309 ; Ibn Ḥağar al-ʿAsqalānī, *Ḍayl al-durar*, p. 186 ; al-Saḥāwī, *al-Ḍawʾ al-lāmiʾ*, II, p. 268.

84. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 42 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 974 ; Ibn Ḥağar al-ʿAsqalānī, *Imbāʾ*, IV, p. 54-55 ; *id.*, *Ḍayl al-durar*, p. 30 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, III, p. 414-416 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 136-137 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 24-25.

85. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 214 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 1072 ; *id.*, *Durar al-ʿuqūd*, II, p. 101-103 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 111-115 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 149-150 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 131.

86. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV/1, p. 66 ; Ibn Ḥağar al-ʿAsqalānī, *Imbāʾ*, VI, p. 84-85 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 115-118 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 285 ; al-Šayrafi, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 244.

87. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, XII, p. 34-38 ; al-Maqrīzī, *Durar al-ʿuqūd*, III, p. 513-518.

88. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 605 ; Ibn Tagrī Birdī, *Nuğūm*, V, p. 407.

89. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1093 ; Ibn Tagrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 101.

90. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1172 ; Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 253-254 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 128.

91. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 118-121 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV, p. 7.

92. Ibn Tagrī Birdī, *Manhal*, IX, p. 147.

car le sultan voulait y nommer un émir fidèle pour s'opposer aux rebelles (un d'entre eux, d'ailleurs, le chassa de la ville quelques jours après son investiture ⁹³).

Comme le poste de commandant en chef, le poste d'émir des armes était un poste de fin de carrière, mais certains émirs pouvaient poursuivre leur ascension ou être rétrogradés après avoir tenu cet office, suite à des prises de positions politiques malheureuses.

Entre progression et aboutissement d'une carrière

Est-il besoin de multiplier les exemples ? L'étude des fonctions de commandant en chef, émir des armes, grand porte-écritoire et grand émir de l'écurie montrent les grandes lignes du fonctionnement général de la carrière des émirs. Le premier élément remarquable est qu'il n'est pas possible de dessiner un *cursus honorum* aussi rigide que dans la Rome antique – qui a inventé cette expression. Les émirs qui gravissaient les échelons du pouvoir et les dignités du sultanat ne suivaient pas un ordre strict, n'occupaient pas nécessairement tel office avant tel autre. Pour devenir commandant en chef, il n'était pas requis d'avoir été émir des armes ou émir de l'écurie, par exemple. Certaines fonctions importantes pouvaient être négligées dans une carrière brillante. On pouvait aussi bien aboutir aux principaux offices centraux en ayant mené une carrière dans d'autres offices cairotes qu'en ayant multiplié les gouvernorats syriens pendant des années. La multiplicité des offices de rang à peu près égal entraînait une infinité de carrières possibles. La distinction protocolaire entre les offices gouvernementaux était subtile et se réservait une marge d'évolution qui rendait d'autant moins stricte l'organisation du *cursus honorum*.

On ne saurait toutefois nier l'existence d'une progression institutionnalisée et coutumière dans les fonctions militaires. Aussi, une modélisation minimale de ces carrières pour l'époque de Barqūq et Farağ demeure possible. La volonté du maintien ou de l'élévation du rang dans les carrières des émirs demeurerait la constante, le plus petit dénominateur commun, qui les caractérisait toutes. Pour les détenteurs d'offices de l'audience au Caire, une carrière sans accroc se définissait ainsi par une progression constante de l'émirat de dix vers l'émirat de cent puis, dans les offices d'émirs de cent, vers celui qui avait la plus haute dignité, suivant l'ordre protocolaire et honorifique attaché aux différentes fonctions.

Dans cette progression en dignité, les grands offices provinciaux étaient en général inférieurs et antérieurs chronologiquement aux grands offices centraux. Le meilleur exemple d'une carrière avançant des offices syriens aux principales charges gouvernementales est celle de l'émir Kumuşbuğā al-Ḥamawī. Celui-ci commença sa carrière comme émir de dix puis émir de quarante et *ra's nawba* sous le gouvernement de Yalbuğā al-'Umarī (à l'époque qalāwūnide). Il devint ensuite émir en Syrie, à Alep et à Damas où il atteignit l'émirat de cent, avant de gouverner successivement plusieurs provinces syriennes (Hama, Damas, Şafad, Tripoli). Puis il devint commandant en chef de Damas et continua à gouverner

93. Ibn Tağrī Birdī, *Manhal*, IV, p. 209-211.

d'autres provinces (Şafad, Tripoli, Alep), avant de rentrer en Égypte où il atteignit les plus hautes charges du gouvernement (commandant en chef et vice-roi par intérim)⁹⁴. La carrière de Kumuşbuğā est significative d'une progression vers le centre du sultanat, où le retour dans la capitale était la condition *sine qua non* à l'accession aux plus hautes charges. Elle ne saurait mieux indiquer comment les charges provinciales étaient inférieures aux charges centrales, et comment une carrière spécifiquement syrienne pouvait s'accomplir au Caire.

Offices d'émir de cent	<i>Atābak al-ʿasākir</i>
	Offices de l'audience (<i>amīr silāḥ, amīr āḥūr, ḥāḡib al-ḥuḡḡāb...</i>)
	Gouvernorats syriens (Damas, Alep, Hama, Şafad, Tripoli, al-Karak, Gaza), <i>atābak al-ʿasākir</i> de Damas et d'Alep, <i>ḥāḡib al-ḥuḡḡāb</i> de Damas et d'Alep.
Emirat de cent	
Offices d'émir de quarante	Préfets, gouverneurs de provinces secondaires, <i>atābak al-ʿasākir</i> et <i>ḥāḡib al-ḥuḡḡāb</i> des autres provinces syriennes, <i>ḥāḡib ṣaḡīr</i> au Caire, <i>ra's nawba ṣaḡīr</i> au Caire, etc.
Emirat de quarante	
Offices d'émir de dix	Préfets, <i>ḥāḡib ṣaḡīr</i> , <i>ra's nawba ṣaḡīr</i> , etc.
Emirat de dix	

Proposition de schéma du cursus honorum

On distingue ainsi, dans les exemples analysés, quatre modèles de progression institutionnelle de la carrière d'un individu. Premièrement, le poste obtenu était l'aboutissement de sa carrière et il s'y maintenait jusqu'à sa mort ou sa dernière arrestation – c'était généralement le cas pour les offices de l'audience cairotes qui étaient souvent des postes de fin de carrière. Deuxièmement, ce poste était une étape dans le cadre d'une carrière plus ambitieuse. L'émir profitait alors du pouvoir obtenu pour en acquérir davantage et atteindre un poste de rang plus élevé. Dans ces deux premiers cas, la carrière de l'émir était dans une phase positive.

Les deux cas suivants définissent des formes de rétrogradation. Soit l'émir en question perdait son office gouvernemental pour être nommé en Syrie afin d'assurer le contrôle d'une province et d'asseoir l'autorité centrale en Syrie. Soit il était tout simplement destitué et nommé à un office inférieur suite à un accident politique le mettant dans une situation

94. Ibn Qāḍī Şuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 53-56 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 975 ; *id.*, *al-Muqaffā*, V, p. 9-10 ; *id.*, *Durar al-ʿuqūd*, III, p. 24-25 ; Ibn Ḥajar al-ʿAsqalānī, *Inbāʾ*, IV, p. 77-78 ; *id.*, *Dayl al-durar*, p. 36 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Manhal*, IX, p. 142-146 ; *id.*, *Nuḡūm*, VI, p. 140-141 ; al-Şayrafī, *Nuḡat al-nuḡūs*, II, p. 26-27.

délicate sans pour autant justifier une arrestation, un retrait de tout *iqṭāʿ* ou office, voire une exécution.

L'accès de certains émirs aux charges les plus honorifiques et les cas de rétrogradation sont révélateurs de la centralité des choix faits pendant les conflits internes à la société émirale. Les règnes des sultans Barqūq et Farağ se distinguent, dans l'histoire mamelouke, par la fréquence, la longueur et la violence des *fitna*-s qui les scandèrent. Lors de ces rébellions, apparaissent autant l'opportunisme de certains émirs que la loyauté d'autres. L'avancée dans le *cursus honorum* de nombre des émirs évoqués fut troublée par la grande guerre du règne de Barqūq (789-795/1387-1393) : certains émirs perdirent leurs fonctions en restant loyaux au sultan circassien, d'autres misèrent sur le succès des rebelles Yalbugā al-Nāṣirī et Minṭāš ou se rallièrent à eux après leur victoire. Lorsque Barqūq triompha et monta à nouveau sur le trône, la carrière de chacun des émirs fut bouleversée selon le parti – voire le pari – qu'il avait pris. Certaines furent accélérées et attinrent le pinacle des honneurs, d'autres furent brisées et menèrent à une rétrogradation temporaire ou définitive. Les intimes du sultan et ses plus fidèles partisans connurent parfois une telle rétrogradation mais afin de mieux contrôler les provinces dont on craignait qu'elles ne nourriraient d'autres révoltes. Sous Farağ, les *fitna*-s demeurèrent des moments cruciaux où se révélèrent les positions des uns et des autres vis-à-vis du sultan ou de l'émir dominant – pendant la minorité du jeune sultan qui monta sur le trône à dix ans – et où les objectifs de carrière de chaque émir durent être révisés pour espérer une promotion plus rapide ou au contraire une déchéance soudaine.

Types d'évolution d'une carrière

Le cas des refus de poste et des démissions

Le refus d'un poste et la démission apparaissent comme des absurdités dans ce schéma qui définit un impératif de progression dans les carrières. Pourtant, il arrivait qu'un émir obtienne un poste en Syrie qu'il refusait parce que cette nomination était en fait un bannissement, destiné à le rétrograder. De ce fait, certains émirs refusaient parfois des postes qui auraient pu leur faire bénéficier d'une autorité réelle hors du Caire. Par exemple, l'émir Qānī Bāy al-ʿAlāī refusa le poste de gouverneur de Gaza le 14 muḥarram 803/4 septembre 1400, alors qu'il n'était qu'émir de quarante et petit *ra's nawba* ⁹⁵. Il préférait une position subalterne au Caire plutôt qu'un office d'autorité en Syrie. Il faut dire que le sultan Farağ et les émirs qui l'influençaient avaient décidé cette nomination afin d'éloigner ce militaire remuant et indiscipliné.

À d'autres occasions, des émirs refusèrent une nomination comme gouverneur en Syrie destinée à les éloigner du Caire et du pouvoir central, notamment à cause de leur participation à une *fitna*. Ainsi, Sūdūn al-Ṭayyār ⁹⁶, émir au Caire, fut nommé chambellan à Alep le 7 šawwāl 803/21 mai 1401 après avoir pris parti pour Šayḥ Lāğīn contre Farağ, mais il refusa cette nomination ⁹⁷. Plus significatives encore furent les nominations d'Uzbek Ḥāṣṣ Ḥarğī comme gouverneur de Ṭarsūs en rabīʿ I 808/septembre 1405 ⁹⁸ – suite à un accident dans lequel il a, volontairement ou non, failli tuer le sultan – et de Yašbak ibn Azdamur, alors grand capitaine de la garde, comme gouverneur de Malaṭyā le 22 rabīʿ I 808/17 septembre 1405 ⁹⁹ – après l'échec de la *fitna* de Baybars al-Zāhirī qu'il avait soutenue – car aucune de ces deux villes n'était plus, à cette date, sous la souveraineté réelle du sultan mamelouk : Ṭarsūs avait été vendue par son gouverneur, Sunkur, au roitelet anatolien Muḥammad ibn Qaramān quelques mois plus tôt en šaʿbān 807/février 1405 ¹⁰⁰, et Malaṭyā avait été prise par les Ottomans en dū l-ḥiğğā 801/août 1399 puis par les Turcomans de Muḥammad ibn Kabak, puis de Nāšir al-Dīn Muḥammad b. Dulğādir en dū l-ḥiğğā 807/juin 1405 ¹⁰¹. Dans ces deux cas, la nomination se distinguait à peine d'une destitution : seule la forme était respectée puisque ces deux émirs de cent étaient maintenus dans des offices relativement élevés (qui impliquaient toutefois une rétrogradation de leur grade militaire), mais dont l'autorité était totalement irréaliste, d'où le refus des intéressés.

De tels refus pouvaient être motivés par une autre considération : celle de l'alliance avec le sultan ou l'émir qui accordait un tel poste. Ainsi, en 785/1383 l'émir Muqbil al-Rūmī

95. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1027 ; Ibn Tağrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 46.

96. Son surnom « al-Ṭayyār » signifie « celui qui se déplace rapidement à cheval ». D'après Ibn Tağrī Birdī, il gagna ce sobriquet pour sa rapidité : il aurait réussi à faire le trajet aller-retour Le Caire-Damas en quatre jours, par cheval de poste (Ibn Tağrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 285).

97. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1060 ; Ibn Tağrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 85.

98. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1176 ; Ibn Tağrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 131, 133.

99. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1175-1176 ; Ibn Tağrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 131.

100. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1148.

101. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 972, 979, 1166 ; Ibn Tağrī Birdī, *Nuğūm*, VI, p. 11.

al-Yalbuḡāwī *al-ḥāzindār* préféra rester sans office à Damas plutôt que d'être restauré dans son émirat de quarante en Égypte, afin, sans aucun doute, d'affirmer sa condamnation de l'intronisation de Barqūq ¹⁰² – celui-là même qui l'avait exilé en 783/1381. De même, 'Alī Bak ibn Ḥalīl b. Qarāḡā b. Dulḡādir refusa le gouvernorat de 'Ayn Tāb en raḡab 814/octobre-novembre 1411 parce que l'émir Šayḥ al-Maḥmūdī, ennemi du sultan, le lui avait accordé : le refus du poste coïncidait alors avec le refus de l'alliance et du soutien à un chef de parti ¹⁰³.

Il arrivait que le sultan prît simplement acte de ces refus, mais parfois il s'en offusquait et imposait vexation ou châtement à l'émir récalcitrant, par exemple en lui retirant sa pension, comme face à l'émir Faraḡ ibn Maḡak al-Yūsufī qui avait refusé de devenir émir du pèlerinage en 805/1403 ¹⁰⁴. Les refus d'offices, en particulier syriens, n'étaient donc pas un phénomène exceptionnel mais assez rare pour occasionner une réaction en proportion du sultan car une nomination du sultan avait force de décret et la refuser n'avait rien d'innocent. Il s'agissait d'un acte rare dans la carrière d'un émir, qui était pris avec circonspection en fonction des risques qu'il courait en fâchant le sultan et en fonction de ses espoirs d'avancement en rang en Égypte par rapport au risque de blocage de sa carrière dans une province où son influence sur l'autorité centrale allait être nulle et ses chances d'avancement égales.

Les refus de postes étaient ainsi des particularités qui ne contredisaient qu'en apparence la constante de maintien ou d'avancement du rang. Il en allait de même de bien des démissions, phénomène tout aussi rare qui dissimulait souvent une autre ambition. Ainsi, plusieurs démissions eurent lieu quelques heures ou quelques jours à peine après une nomination, comme celle de Bašbāy min Bākī qui démissionna quelques jours après avoir été nommé *kāšif* de Ġīza ¹⁰⁵, exhibant avec arrogance une ambition dont il avait déjà fait preuve lorsqu'il refusa un émirat de cent en espérant en obtenir un meilleur ¹⁰⁶. De même, la démission de Ġarbāš Kabbāša deux jours après avoir été nommé gouverneur d'Alexandrie ¹⁰⁷ ou d'Azdamur deux mois après sa nomination comme *kāšif* de Ġīza ¹⁰⁸ ressemblent fort aux refus de postes déjà évoqués, mais ici le phénomène avait été différé sans aucun doute du fait d'une hésitation du protagoniste car l'évaluation des chances et des risques pouvait nécessiter quelques jours ou quelques mois.

Dans d'autres cas, les démissions correspondaient simplement à une demande de mise à la retraite due à un mauvais état de santé (maladie, vieillesse) qui rendait l'émir

102. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 415-416.

103. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV, p. 187, 191.

104. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 384-385.

105. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1099.

106. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 1086 ; Ibn Taḡrī Birdī, *Nuḡūm*, VI, p. 99.

107. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, IV, p. 70-71.

108. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 798, 854.

incapable d'assumer sa charge. Ce fut le cas de Sūdūn al-Fahrī al-Šayhūnī¹⁰⁹ et de Sūdūn Bāšāh¹¹⁰ qui démissionnèrent à cause de leur grand âge – et décédèrent peu après. Ce fut aussi le cas de Ṭaštamur al-‘Alā’ī al-Dawādār¹¹¹ et de Buğās al-Nawrūzī¹¹², pour lesquels une composante politique s'ajouta à leur décision de se retirer car ces deux émirs âgés refusèrent de continuer à participer au jeu politique sous un nouveau sultan : le premier démissionna à l'avènement de Barqūq, en 784/1382, dont il avait été le rival, le second à l'avènement de Farağ, en 801/1399, après avoir été un des émirs les plus loyaux de Barqūq. Le cas de l'émir Šayḥ al-Šafawī – qui démissionna le jour même ou le lendemain de sa nomination comme gouverneur de Gaza – est un peu particulier car il correspond sans doute à une mise à la retraite mais sans raison de santé. À vrai dire, la retraite semblait être pour cet émir la seule ambition, car il négocia son retrait de l'arène politique en échange de quelques villages en concession fiscale, lui permettant de s'adonner à une vie de plaisirs¹¹³. Ce dernier était toutefois une exception car les ambitions des émirs trouvaient généralement leurs enjeux dans la sphère institutionnelle, économique et symbolique de l'arène politique du sultanat mamelouk. Les démissions d'offices militaires se partageaient donc en deux types : d'une part les démissions nécessaires liées à l'état de santé de l'émir, d'autre part les démissions assimilables à des refus différés intégrées dans les stratégies de carrière des émirs concernés.

Paradoxalement, refus de poste et démissions sont donc bien souvent révélateurs des ambitions personnelles lorsqu'elles ne s'accordaient pas avec la volonté du sultan. Ils montrent combien le jeu individuel de chaque émir était essentiel dans la construction de sa carrière en dépit de l'existence vraisemblable d'un *cursus honorum*.

Conclusion

Le principe de base de la construction de la carrière d'un émir était le maintien ou l'avancement dans son grade et dans son rang, les refus de poste et démissions n'étant que des voies détournées d'atteindre ces mêmes objectifs – quand il ne s'agissait pas simplement de mettre fin délibérément à sa carrière. Il s'agissait de tactiques paradoxales destinées à

109. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 596 ; al-Maqrīzī, *Durar al-‘uqūd*, II, p. 100-101 ; *id.*, *Sulūk*, III/2, p. 865 ; Ibn al-Furāt, *Tārīḥ*, IX/2, p. 447 ; Ibn Tağrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 104-109 ; *id.*, *Nuğūm*, V, p. 631 ; al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs*, I, p. 434.

110. Al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 924.

111. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, I, p. 143-144 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/2, p. 528-529 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Inbā’*, II, p. 170 ; Ibn Tağrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 395 ; *id.*, *Nuğūm*, V, p. 433 ; al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs*, I, p. 112.

112. Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 210-211 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III/3, p. 1072 ; *id.*, *al-Muqaffā*, II, p. 392 ; Ibn Ḥağar al-‘Asqalānī, *Inbā’*, IV, p. 270 ; *id.*, *Ḍayl al-durar*, p. 56 ; Ibn Tağrī Birdī, *Manhal*, III, p. 241 ; *id.*, *Nuğūm*, VI, p. 151 ; al-Saḥāwī, *al-Ḍaw’ al-lāmi’*, III, p. 2 ; al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs*, II, p. 131.

113. Ibn Tağrī Birdī, *Manhal*, VI, p. 312-314 ; al-Maqrīzī, *Durar al-‘uqūd*, II, p. 124-125 ; Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ*, IV, p. 46-47 ; al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 888 ; Ibn Tağrī Birdī, *Nuğūm*, V, p. 573.

accroître les chances d'un émir d'obtenir les émirats et les offices qu'il convoitait dans le cadre d'une progression de son rang dans les institutions mameloukes.

Ce principe d'avancement suppose l'existence d'une certaine forme de *cursus honorum*, c'est-à-dire de définition d'une hiérarchie des honneurs que chaque prétendant devait convoiter selon un ordre précis. Toutefois, non seulement cette hiérarchie n'était pas rigide, mais encore elle comportait une multiplicité de postes de rang approximativement égal, d'où l'infinité de possibilités théoriques qu'avaient les émirs pour construire leur carrière d'un point de vue institutionnel, d'où aussi la présence simultanée dans l'arène politique d'un nombre relativement important d'émirs de rang équivalent qui convoitaient tous les dignités les plus élevées du sultanat. Dans cette course aux honneurs, un retrait volontaire n'était pas nécessairement un échec ou un renoncement mais parfois, au contraire, une façon de mieux rebondir vers des postes plus élevés. La multiplicité des pairs dans un champ où les enjeux sont inégaux est un facteur essentiel de la possibilité de conflit et de compétition dans ce champ ¹¹⁴ et une cause structurelle de l'omniprésence de la conflictualité au sein de l'élite militaire mamelouke.

Ces conflits ont joué un rôle considérable dans l'avancement des carrières des émirs, tout particulièrement sous les règnes des sultans Barqūq et Farağ qui furent scandés par de longues et récurrentes *fitna*-s. Elles étaient l'occasion d'une clarification du positionnement de chaque émir vis-à-vis du souverain – quand celui-ci imposait un règne personnel – ou de l'émir dominant – quand le souverain était incapable de régner ¹¹⁵ – et révèlent ainsi la centralité des choix individuels et des liens interpersonnels dans la course aux honneurs. Ascension ou déchéance étaient bien souvent décidées dans ces moments cruciaux où les institutions gouvernaient moins les carrières que les interactions.

C'est principalement le rang protocolaire mais aussi la capacité de décision attachée à tel ou tel poste qui définissaient la hiérarchie de ce *cursus honorum*. Sa flexibilité, toutefois, comme les possibilités de rétrogradation volontaire montrent toute l'importance qu'y jouaient les choix personnels des individus dans leurs stratégies de carrière. Mounira Chapoutot-Remadi affirme ainsi que « chacune des fonctions réservées aux émirs correspondait en général à l'un des trois grades. Mais la réalité, au-delà des définitions des manuels, était beaucoup plus mouvante. C'était un régime très personnalisé où rien n'était acquis ¹¹⁶ ». Encore une fois, la hiérarchie des offices était souvent redessinée par les hommes qui y jouaient un jeu tendancieux, cherchant à augmenter leur autorité réelle et

114. Hobbes, dans le *Léviathan*, fait de l'égalité des aptitudes d'une multitude d'hommes la base de leur propension à la compétition, car elle définit une égalité dans l'espoir d'atteindre leurs fins (HOBBS 1971, p. 121). La même remarque pourrait être faite pour un milieu humain spécifique comme le milieu des émirs.

115. Durant ces trente années, on peut distinguer trois périodes pendant lesquelles un sultan n'a pas vraiment régné et a été dans l'incapacité de nommer lui-même ses officiers : le règne d'al-Manşūr Ḥāğğī (791/1389), le premier règne d'al-Nāşir Farağ (801-808/1399-1405) et le règne d'al-Manşūr 'Abd al-'Azīz (808/1405). Le premier de ces trois sultans se plaignit de n'avoir pas même le pouvoir de nommer son tailleur (al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 638).

116. CHAPOUTOT-REMADI 1993, p. 194. On trouve des analyses comparables de l'incarnation des offices chez J. Loiseau (par exemple sur les commis civils : LOISEAU 2010, p. 206) et chez Mathieu Eychenne (par exemple au sujet de Karīm al-Dīn al-Kabīr : EYCHENNE 2013, p. 391-433).

ainsi à faire évoluer le rang de la fonction qu'ils occupaient, sans égard pour les descriptions qu'en donnaient les manuels de chancellerie. Cette complexité et cette flexibilité du *cursus honorum* du régime mamelouk subsista probablement sur le long terme, durant les deux siècles et demi d'existence du sultanat. Le tournant des VIII^e/XIV^e et IX^e/XV^e siècles fut toutefois une période particulière : la multiplication des *fitna*-s entre émirs sous les sultans Barqūq et Farağ provoqua un renouvellement général de la composition de l'élite militaire et les nombreux accidents politiques que connut cette époque entraînèrent de fréquents bouleversements de l'échiquier politique. La complexité de ce *cursus honorum* fut donc particulièrement accentuée à cette époque et les ascensions fulgurantes s'y multiplièrent autant que les déchéances spectaculaires.

Bibliographie

Édition et traduction de sources

- Ibn al-Furāt, *Tārīḥ al-duwal wa-l-mulūk*, éd. Costa K. ZURAYK et Najla IZZEDIN, Beyrouth, Université Américaine de Beyrouth, 1936-1938.
- Ibn Ḥağar al-'Asqalānī, *Dayl al-durar al-kāmina fī a'yān al-mi'a al-tāmina*, éd. Aḥmad Farīd AL-MAZYADĪ, Beyrouth, Dār al-kutub al-'ilmiyya, 1998.
- Ibn Ḥağar al-'Asqalānī, *Inbā' al-ğumr fī abnā' al-'umr*, éd. Muḥammad 'ABD AL-MU'ID ḤĀN, Beyrouth, Dār al-kutub al-'ilmiyya, 1986, vol. 2-7.
- Ibn Ḥağar al-'Asqalānī, *al-Durar al-kāmina fī a'yān al-mi'a al-tāmina*, éd. Muḥammad Sayyid DĀD AL-ḤAQ, Le Caire, Dār al-kutub al-ḥadīṭa, 1966, 5 vol.
- Ibn Qāḍī Šuhba, *Tārīḥ Ibn Qāḍī Šuhba*, éd. 'Adnān DARWICH, Damas, Ifead (PIFD), 1977-1997, 4 vol.
- Ibn Tağrī Birdī, *al-Nuğūm al-zāhira fī mulūk Miṣr wa-l-Qāhira*, éd. William POPPER, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1915-1916, 1933, vol. 5 et 6.
- Ibn Tağrī Birdī, *al-Manhal al-šāfi wa-l-mustawfā ba'd al-wāfi*, éd. Muḥammad Muḥammad AMĪN, Le Caire, al-Hay'a al-miṣriyya l-'āmma li-l-kitāb, 1985-1994, 12 vol.
- al-Maqrīzī, *Durar al-'uqūd al-farīda fī tarāğim al-a'yān al-mufīda*, éd. Muḥammad Kamāl al-Dīn 'Izz al-Dīn 'ALĪ, Beyrouth, 'Ālam al-kutub, 1992, 4 vol.
- al-Maqrīzī, *Kitāb al-muqaffā al-kabīr*, éd. Muḥammad AL-YA'LĀWĪ, Beyrouth, Dār al-Ḥarb al-islāmī, 1991, 8 vol.
- al-Maqrīzī, *Kitāb al-sulūk li-ma'rifa duwal al-mulūk*, 3^e partie, éd. Sa'īd 'Abd al-Fattāḥ 'ĀŠŪR, Le Caire, Maṭba'at dār al-kutub, 1970.
- al-Saḥāwī, *al-Ḍaw' al-lāmi' fī a'yān al-qarn al-tāsi'*, éd. Musām al-Dīn AL-QUDSĪ, Le Caire, Maktabat al-quḍsī, 1936-1938, 12 vol.
- al-Šayrafī, *Nuzhat al-nufūs wa-l-abdān fī tawārīḥ al-zamān*, éd. Ḥasan HABAŠĪ, Le Caire, Maṭba'at dār al-Kutub, 1970.

Études

- AYALON David 1954, « Studies on the Structure of the Mamluk Army, III », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies* 16, p. 57-90.
- CHAPOUTOT-REMADI Mounira 1993, *Liens et relations au sein de l'élite mamlouke sous les premiers sultans bahrides, 648/1250-741/1340*, Thèse de doctorat d'État (dir. Jean-Claude Garcin), Université de Provence.
- CLIFFORD Winslow W. 1995, *State Formation and the Structure of Politics in the early mamluk Syro-Egypt, 648-741/1250-1340*, Thèse (dir. John E. Woods), Chicago, Université de Chicago.
- EYCHENNE Mathieu 2013, *Liens personnels, clientélisme et réseaux de pouvoir dans le sultanat mamelouk (milieu XIII^e-fin XIV^e siècle)*, Damas, Presses de l'Ifpo (PIFD 278).
- GAUDEFROY-DEMOMBYNES Maurice 1923, *La Syrie à l'époque des Mamelouks d'après les auteurs arabes*, Paris, Geuthner.
- HOBBS Thomas 1971, *Léviathan*, Paris, Sirey.
- HOLT Peter M. 1975, « The position and power of the mamlūk sultan », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies* 38/2, p. 237-249.
- IRWIN Robert 1986, « Factions in Medieval Egypt », *Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland* 118/2, p. 228-246.
- LOISEAU Julien 2010, *Reconstruire la maison, 1350-1450 : ruine et recomposition de l'ordre urbain au Caire*, Le Caire, Ifao.
- LOISEAU Julien 2014, *Les Mamelouks, XIII^e-XVI^e siècle*, Paris, Seuil.
- MAYER Leo A. 1933, *Saracenic Heraldry*, Oxford, Clarendon Press.
- ONIMUS Clément 2013, *Les émirs sous les sultans Barqūq et Farağ (784-815/1382-1412). Restauration sultanienne et conflits émiraux*, Thèse de doctorat (dir. Jean-Michel Mouton et Jo Van Steenbergen), Paris, EPHE et Université de Gand.
- PETRY Carl F. 1993, *Twilight of Majesty. The reigns of the Mamlūk Sultans al-Ashraf Qāytbāy and Qansūh al-Ghawrī in Egypt*, Seattle-Londres, University of Washington Press.
- SIEVERT Henning 2003, *Der Herrscherwechsel im Mamlukensultanat. Historische und historiographische Untersuchungen zu Abū Ḥāmid al-Qudsī und Ibn Tagrībirdī*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag.
- TARAWNEH Taha Thalji 1990, *The Province of Damascus during the 2nd Mamluk Period, 1382-1516*, Bloomington, Bloomington Indiana University.
- VAN STEENBERGEN Jo 2001, « The office of *nā'ib as-salṭana* of Damascus: 741-784/1341-1382, a case study », in Urbain VERMEULEN, Jo VAN STEENBERGEN, *Egypt and Syria in the Fatimids, Ayyubids and Mamluk eras, III, proceedings of the 6th, 7th and 8th International Colloquium organized at the Katholieke Universiteit Leuven in May 1997, 1998 and 1999*, Louvain, Peeters, p. 429-448.
- VAN STEENBERGEN Jo 2005, « Mamluk Elite on the Eve of al-Nasir Muhammad's Death (1341): A Look behind the Scenes of Mamluk Politics », *MSR* 9/2, p. 173-199.
- VAN STEENBERGEN Jo 2006, *Order Out of Chaos; Patronage, Conflict and Mamluk socio-political Culture, 1341-1382*, Leyde-Boston, E.J. Brill.

Photo de couverture : Brûle-parfum contemporain (Koweït), 2012

© Hélène David-Cuny